

Contre la répression
Semaine de solidarité et de luttes
12,13 et du 20 au 27 février 2011 à Paris

La gestion des mouvements de population est l'une des priorités des États. Il s'agit, notamment, de sélectionner au plus près la main-d'œuvre nécessaire à l'économie, ceci dans un contexte général de dégradation des conditions de vie. Cette sélection impose le renforcement de l'enfermement des personnes dites indésirables, des contrôles aux frontières et des rafles, des visas au compte-goutte et l'intensification de la lutte contre celles et ceux qui d'une manière ou d'une autre vont à l'encontre de la mise sous contrôle des mouvements de population. Depuis quelques années, les services de police font un gros travail de fichage des gens qui luttent contre les centres de rétention et les rafles et contre la machine à expulser en général.

Les ministres de l'Intérieur de l'Union Européenne multiplient les rencontres pour intensifier la lutte contre ce qui serait selon eux une même menace : « l'immigration clandestine et le terrorisme ». Dans le même temps, les luttes de solidarité avec les sans-papiers sont transformées en « associations de malfaiteurs » ou « bandes organisées » ou autre catégorie policière telle que « mouvance anarcho-autonome » qui feraient planer des menaces terroristes. Ces catégories dessinent une figure de l'ennemi, agitée à tout bout de champ, qu'il soit « l'étranger » ou « l'ennemi intérieur ».

À Paris, en juin 2008, le centre de rétention de Vincennes crame après plusieurs mois de luttes (grèves de la faim, mutineries..). Un procès contre les 10 sans-papiers inculpés de l'incendie a lieu en janvier 2010. En solidarité, des initiatives se multiplient contre les entreprises qui participent aux expulsions : tags, débats, banderoles, manifestations, sabotages, occupations, dans plusieurs villes de décembre 2009 à juin 2010. L'État tente de briser la solidarité en procédant l'an dernier à une quinzaine de perquisitions et une dizaine de mises en examen.

Un peu avant, en janvier 2008, trois personnes sont arrêtées en se rendant à une manifestation devant le centre de Vincennes. Deux sont incarcérées pour possession de fumigènes et de clous tordus. Après plus de quatre mois de détention préventive, elles se soustraient à leur contrôle judiciaire, cette arme juridique qui isole, coupe des liens et maintient les gens dans le giron de la justice. En décembre dernier, l'une d'entre elles est reprise dans le métro et emprisonnée à nouveau, avec l'accusation d'"association de malfaiteurs à finalité terroriste".

Ces dernières semaines, plusieurs personnes ont été arrêtées pour des tags de solidarité avec les insurrections au Maghreb : « Algérie / Tunisie : insurrection, Vive l'anarchie ! ». Deux d'entre elles, accusées d'avoir participé aux actions de solidarité avec les inculpés de Vincennes, se trouvent encore en détention préventive.

Cette répression spécifique s'inclue dans un contexte général de contrôle social renforcé : occupation policière des quartiers, vidéo-surveillance, fichage, réquisition préfectorale de grévistes, multiplication de lois sécuritaires, incarcération et psychiatrisation croissante de franges entières de la population. Elle s'inscrit également dans une dégradation des conditions de vie. En Espagne, en Grèce et en France, par exemple, des larges couches de la population ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts, c'est même l'espoir de maintenir sa tête hors de l'eau qui se fissure.

À deux pas d'ici, la révolte explose contre des conditions de vie insupportables : en Algérie, des émeutes ne cessent d'éclater ; en Tunisie, et plus récemment en Égypte, des soulèvements massifs ont eu lieu, dont on ne connaît pas encore la fin. Les flammes d'une telle révolte sont contagieuses !

A ceci on nous répond : la seule issue de ces révoltes est l'instauration d'une démocratie. Mais ces promesses n'incluent pas la fin de l'exploitation à vil prix dans l'industrie minière, portuaire ou touristique. On change de système de gouvernement et tout continue comme avant. Car sans État, comment l'exploitation et la domination perdureraient-elles ?

Nous appelons à une semaine de solidarité pour débattre des questions ébauchées ici. Cette semaine se veut une réponse collective à la répression qui nous frappe, un moyen de se dégager de l'isolement dans lequel l'État veut nous enfermer. Nous appelons à échanger des points de vue sur cette répression, et les luttes qu'elle veut étouffer. Cette initiative n'est qu'une des expressions d'une réponse collective et continue aux nouvelles stratégies répressives mises en place par l'État et le capital. Nous voulons qu'elle se répande plus largement dans la société, vers d'autres villes et pays. Dans chaque lieu où on subit constamment l'oppression. Pour que la répression ne se cache pas dans la solitude de nos vies séparées.

PROGRAMME

Samedi 12 février

- 19h, au 5-7-9 rue du Capitaine Marchal, M° Porte de Bagnolet
Concert en solidarité avec les prisonniers de la guerre sociale.

Dimanche 13 février

- 16h, au 7 boulevard Bourdon, M° Bastille
Assemblée Générale d'ouverture de la semaine de solidarité et de luttes

Dimanche 20 février

- 21h, au 7 boulevard Bourdon, M° Bastille
Concert en solidarité avec les prisonniers de la guerre sociale.

Lundi 21 février

- 19h, lieu à préciser...
Discussion autour des révoltes en Afrique du Nord : démocratie ou révolution?

Mardi 22 février

- 19h, lieu à préciser...
Discussion autour de la répression.

Mercredi 23 février

- 15h, au métro Belleville
Table de diffusion de textes
- 19h, rue Sainte Marthe, M° Belleville
Rôtisserie en soutien au journal "Luciole" et aux prisonniers de la lutte contre la machine à expulser.

Jeudi 24 février

Pause

Vendredi 25 février

- 18h, au 7 boulevard Bourdon, M° Bastille
Soirée sur migration-exploitation. Projection du film "Rosarno : Le temps des oranges" suivi d'une discussion. Cantine en soutien aux prisonniers.

Samedi 26 février

- 16h, lieu à préciser...
Discussion. Des rafles aux expulsions : comment lutter contre la machine à expulser?

Dimanche 27 février

- 16h, au 5-7-9 rue du Capitaine Marchal, M° Porte de Bagnolet
Assemblée Générale de clôture de la semaine de solidarité et de luttes.